

Art. 24. Punt 27 van de tabel gevoegd bij het decreet van 27 oktober 1997 houdende aanwijzing van de begrotingsfondsen vermeld in de algemene uitgavenbegroting van de Franse Gemeenschap, wordt gewijzigd volgens de tabel gevoegd als bijlage 2 bij dit decreet.

TITEL IV. — Bepalingen betreffende de schoolgebouwen

Art. 25. In artikel 5, § 2, 3°, van het decreet van 5 februari 1990 betreffende de schoolgebouwen van het niet-universitair onderwijs georganiseerd of gesubsidieerd door de Franse Gemeenschap, wordt in fine de volgende bepaling toegevoegd :

“Vanaf 2017, is het bedrag van die dotatie 27.153.000 EUR.”.

TITEL V. — Bepalingen betreffende de Jeugd

HOOFDSTUK I. — *Wijziging van het decreet van 20 juli 2000 tot bepaling van de voorwaarden voor de erkenning en de subsidiëring van jeugdhuizen, van ontmoetings- en huisvestingscentra en van informatiecentra voor jongeren en van hun federaties*

Art. 26. In artikel 44, § 1, 1°, van het decreet van 20 juli 2000 tot bepaling van de voorwaarden voor de erkenning en de subsidiëring van jeugdhuizen, van ontmoetings- en huisvestingscentra en van informatiecentra voor jongeren en van hun federaties, wordt een lid toegevoegd, luidend als volgt :

“In afwijking van punt *f*), kan de Regering, na het advies van de adviescommissie voor de jeugdhuizen en –centra te hebben ingewonnen, voorrangcriteria bepalen voor de toekenning van de in punt *f*) bedoelde tegemoetkoming, rekening houdend met de beschikbare middelen.”. Die criteria hebben inzonderheid betrekking op :

- het type erkenning van de vereniging;
- het volume van de arbeidsplaatsen binnen de vereniging;
- de anciënniteit van de erkenning van de vereniging.

Gedurende het jaar 2017, kan de vereniging die voor de eerste keer de in punt *f*) bedoelde subsidie geniet deze verantwoord door alle lasten in verband met haar opdrachten zoals bepaald in dit decreet.”.

TITEL VI. — Slotbepalingen

Art. 27. Behoudens voor de bepalingen waarvan de inwerkingtreding door artikel 17 wordt vastgesteld, hebben de bepalingen van dit decreet uitwerking met ingang van 1 januari 2017.

Kondigen dit decreet af, bevelen dat het in het *Belgisch Staatsblad* zal worden bekendgemaakt.

Brussel, 19 juli 2017.

De Minister-President,
R. DEMOTTE

De Vice-President en Minister van Cultuur en Kind,
A. GRÉOLI

De Vice-President en Minister van Hoger Onderwijs, Media en Wetenschappelijk Onderzoek,
J.-Cl. MARCOURT

De Minister van Hulpverlening aan de Jeugd, Justitiehuisen, Sport en Promotie van Brussel,
belast met het toezicht op de Franse Gemeenschapscommissie van het Brusselse Hoofdstedelijk Gewest,
R. MADRANE

De Minister van Onderwijs,
M.-M. SCHYNS

De Minister van Begroting, Ambtenarenzaken en Administratieve Vereenvoudiging,
A. FLAHAUT

De Minister van Onderwijs voor sociale promotie, Jeugd, Vrouwenrechten en Gelijke Kansen,
I. SIMONIS

—
Nota

Zitting 2016-2017

Stukken van het Parlement. – Ontwerp van decreet, nr. 484-1.- Advies voorgesteld in naam van de commissie hoger onderwijs, onderzoek en media, nr. 484-2.- Advies voorgesteld in naam van de commissie onderwijs, nr. 484-3.- Advies voorgesteld in naam van de commissie cultuur en kind, nr. 484-4.- Advies voorgesteld in naam van de commissie onderwijs voor sociale promotie, jeugd, rechten van de vrouw, en gelijke kansen, nr. 484-5.- Advies voorgesteld in naam van de commissie hulpverlening aan de jeugd, justitiehuisen, sport en promotie van Brussel, nr. 484-6.- Commissie-amendementen, nr. 484-7.- Verslag, nr. 484-8.- Vergaderingsamendementen, nr. 484-9.

Integraal verslag.- Bespreking en aanneming.- Vergadering van 19 juli 2017.

MINISTÈRE DE LA COMMUNAUTÉ FRANÇAISE

[C – 2017/31005]

19 JUILLET 2017. — Décret portant confirmation de l'arrêté du Gouvernement de la Communauté française du 19 avril 2017 déterminant le référentiel des compétences terminales en éducation à la philosophie et à la citoyenneté et prévoyant une procédure de dérogation au référentiel

Le Parlement de la Communauté française a adopté et Nous, Gouvernement, sanctionnons ce qui suit:

Article 1^{er}. L'arrêté du Gouvernement de la Communauté française du 19 avril 2017 déterminant le référentiel des compétences terminales en éducation à la philosophie et à la citoyenneté est confirmé, conformément à l'article 60^{ter}, § 1^{er}, alinéa 2 du décret du 24 juillet 1997 définissant les missions prioritaires de l'enseignement fondamental et de l'enseignement secondaire et organisant les structures propres à les atteindre.

Art. 2. Tout pouvoir organisateur organisant un enseignement subventionné par la Communauté française peut introduire une demande de dérogation aux modes d'apprentissage décrits dans les compétences terminales confirmés à l'article 1^{er}, aux conditions et selon la procédure définies aux articles suivants.

Art. 3. Aucune dérogation ne peut avoir pour effet de porter atteinte à la cohérence du système éducatif, tel qu'il résulte de la mise en œuvre des principes constitutionnels en matière d'enseignement.

Elle ne peut, notamment, avoir pour effet de porter atteinte à la qualité de l'enseignement, au contenu de base ou à l'équivalence des diplômes et certificats ou encore de restreindre la liberté des parents de changer leur enfant d'école l'année scolaire suivante.

Aucune dérogation ne peut être accordée à un pouvoir organisateur dont le projet n'aurait pas pour effet de garantir les droits et libertés consacrés dans la Constitution, la Convention européenne de sauvegarde des droits de l'homme et des libertés fondamentales ainsi que la Convention relative aux droits de l'enfant.

Art. 4. § 1^{er}. Dans la demande de dérogation, le pouvoir organisateur :

- 1° indique les modes d'apprentissage décrits dans les compétences terminales dont il estime la définition trop contraignante pour lui laisser une latitude suffisante pour mettre en œuvre son propre projet pédagogique, en motivant en quoi chaque mode d'apprentissage restreint cette mise en œuvre;
- 2° décrit les modes d'apprentissage alternatifs qu'il entend mettre en œuvre;
- 3° justifie comment le remplacement qu'il opère respecte les conditions énoncées à l'article 3.

§ 2. La demande de dérogation précise les références exactes des suppressions et des insertions demandées. Une copie du projet pédagogique est jointe à la demande.

Sous peine d'être irrecevable, la demande de dérogation et ses annexes sont introduites, par lettre recommandée à la poste, auprès du Gouvernement, au plus tard dix mois avant le début de l'année scolaire à partir de laquelle elle doit entrer en vigueur.

Art. 5. § 1^{er}. La commission visée à l'article 11 du décret du 4 décembre 2014 portant confirmation des compétences terminales et savoirs requis à l'issue de la section de transition des humanités générales et technologiques mathématiques, en sciences de base et en sciences générales et des compétences terminales et savoirs communs à l'issue de la section de qualification des humanités techniques et professionnelles en formation scientifique, en français, en formation économique et sociale ainsi qu'en formation historique et géographique, est chargée de donner un avis au Gouvernement sur les demandes de dérogation.

§ 2. Dès réception de la demande de dérogation, le Gouvernement la transmet, avec ses annexes, à la commission.

Dans un délai de deux mois, ne courant pas en juillet ni août, la Commission transmet au Gouvernement un avis motivé sur :

- 1° le caractère nécessaire du remplacement de modes d'apprentissage eu égard à la mise en œuvre du projet pédagogique du pouvoir organisateur;
- 2° le respect de l'article 3.

Le Gouvernement transmet l'avis de la commission au pouvoir organisateur concerné par lettre recommandée à la poste. Le pouvoir organisateur dispose d'un délai d'un mois à dater de la réception de l'avis de la commission pour faire valoir ses observations. Lorsque le pouvoir organisateur n'a pas notifié ses observations dans les délais requis, la procédure est poursuivie sans qu'il soit tenu compte des observations tardives.

Art. 6. Au terme de la procédure visée à l'article 5, le Gouvernement prend une décision motivée sur la demande de dérogation. Si celle-ci est accordée, en tout ou en partie, le Gouvernement soumet à la confirmation du Parlement la dérogation accordée, conformément à l'article 60^{ter} du décret du 24 juillet 1997 précité.

Si la dérogation est confirmée, elle est communiquée à la commission des programmes visée à l'article 17 du décret du 24 juillet 1997 précité à laquelle le pouvoir organisateur communique le programme qu'il veut appliquer en fonction des dérogations obtenues.

Art. 7. § 1^{er}. A titre transitoire, pour l'année scolaire 2017-2018, la demande de dérogation visée à l'article 4 est introduite, par lettre recommandée auprès du Gouvernement, pour le 22 septembre 2017 au plus tard.

La commission visée à l'article 5, est chargée de donner au Gouvernement, pour le 31 octobre 2017 au plus tard, un avis motivé sur :

- 1° le caractère nécessaire du remplacement de modes d'apprentissage eu égard à la mise en œuvre du projet pédagogique du pouvoir organisateur;
- 2° le respect de l'article 3.

Le Gouvernement transmet l'avis de la commission au pouvoir organisateur concerné par lettre recommandée à la poste. Le pouvoir organisateur dispose d'un délai de 10 jours ouvrables à dater de la réception de l'avis de la commission pour faire valoir ses observations. Lorsque le pouvoir organisateur n'a pas notifié ses observations dans les délais requis, la procédure est poursuivie sans qu'il soit tenu compte des observations tardives.

§ 2. Au terme de la procédure visée au §1^{er}, le Gouvernement prend une décision motivée sur la demande de dérogation. Si celle-ci est accordée, en tout ou en partie, le Gouvernement soumet à la confirmation du Parlement la dérogation accordée, conformément à l'article 60^{ter} du décret du 24 juillet 1997 précité.

Si la dérogation est confirmée, elle est communiquée à la commission des programmes visée à l'article 17 du décret du 24 juillet 1997 précité à laquelle le pouvoir organisateur communique le programme qu'il veut appliquer en fonction des dérogations obtenues.

§ 3. Tant que le Gouvernement n'a pas rendu une décision motivée sur la demande de dérogation, le Pouvoir organisateur est tenu d'appliquer les modes d'apprentissage décrits dans le référentiel.

Art. 8. Le présent décret entre en vigueur pour l'année scolaire 2017-2018 à l'exception de l'article 1^{er} qui produit ses effets le 1^{er} octobre 2016.

Promulguons le présent décret, ordonnons qu'il soit publié au *Moniteur belge*.

Bruxelles, le 19 juillet 2017.

Le Ministre-Président,
R. DEMOTTE

La Vice-Présidente et Ministre de la Culture et de l'Enfance,
A. GREOLI

Le Vice-Président et Ministre de l'Enseignement supérieur, de la Recherche et des Médias,
J.-Cl. MARCOURT

Le Ministre de l'Aide à la jeunesse, des Maisons de justice, des Sports et de la Promotion de Bruxelles,
chargé de la tutelle sur la Commission communautaire française de la Région de Bruxelles-Capitale,
R. MADRANE

La Ministre de l'Education,
M.-M. SCHYNS

Le Ministre du Budget, de la Fonction publique et de la Simplification administrative,
A. FLAHAUT

La Ministre de l'Enseignement de promotion sociale, de la Jeunesse, des Droits des femmes
et de l'Egalité des chances,
I. SIMONIS

—
Note

Session 2016-2017

Documents du Parlement. Projet de décret, n° 492-1. – Amendement(s) en commission, n° 492-2 - Rapport 492-3
Compte-rendu intégral. – Discussion et adoption. Séance du 18 juillet 2017.

—
VERTALING

MINISTERIE VAN DE FRANSE GEMEENSCHAP

[C – 2017/31005]

19 JULI 2017. — Decreet houdende bekrachtiging van het besluit van de Regering van de Franse Gemeenschap van 19 april 2017 tot bepaling van de eindtermen inzake opvoeding tot filosofie en burgerzin en houdende bepaling van een procedure tot afwijking van het referentiesysteem

Het Parlement van de Franse Gemeenschap heeft aangenomen, en Wij, Regering, bekrachtigen hetgeen volgt :

Artikel 1. Het besluit van de Regering van de Franse Gemeenschap van 19 april 2017 tot bepaling van de eindtermen voor de laatste vier leerjaren van het leerplichtonderwijs inzake opvoeding tot filosofie en burgerzin wordt bekrachtigd, overeenkomstig artikel 60^{ter}, § 1, tweede lid van het decreet van 24 juli 1997 dat de prioritaire taken bepaalt van het basisonderwijs en van het secundair onderwijs en de structuren organiseert die het mogelijk maken ze uit te voeren.

Art. 2. Elke inrichtende macht die een door de Franse Gemeenschap gesubsidieerd onderwijs organiseert kan een aanvraag om afwijking indienen van de leerwijzen beschreven in de eindtermen voor de laatste vier leerjaren van het leerplichtonderwijs bekrachtigd bij artikel 1, op de voorwaarden en volgens de procedure bepaald in de volgende artikelen.

Art. 3. Geen afwijking kan als gevolg hebben dat de coherentie van het onderwijssysteem in het gedrang zou worden gebracht, zoals het voortkomt uit de toepassing van de grondwettelijke beginselen inzake onderwijs.

Namelijk, kan ze niet tot gevolg hebben dat de kwaliteit van het onderwijs, de basisinhoud of de gelijkwaardigheid van diploma's en getuigschriften in het gedrang zouden worden gebracht of nog verder dat de vrijheid van de ouderen hun kind van school gedurende het volgende schooljaar te laten veranderen beperkt zou worden.

Geen afwijking kan aan een inrichtende macht worden toegekend waarvan het project niet ertoe zou strekken de rechten en vrijheden opgenomen in de Grondwet, het Europees Verdrag tot bescherming van de rechten van de mens en de fundamentele vrijheden alsook het Verdrag inzake de rechten van het kind, te waarborgen.

Art. 4. § 1. In de aanvraag om afwijking, moet de inrichtende macht :

- 1° de leerwijzen vermelden beschreven in de eindtermen voor de laatste vier leerjaren van het leerplichtonderwijs waarvan ze acht dat de definitie te dwingend is om voldoende vrijheid te laten om haar eigen pedagogische project te verwezenlijken, waarbij ze met redenen omkleedt waarom elke leerwijze deze verwezenlijking beperkt;
- 2° de alternatieve leerwijzen die ze wenst te gebruiken, beschrijven;
- 3° de redenen vermelden waarom de verwisseling die ze wenst te maken inzake leerwijzen ertoe bijdraagt om de voorwaarden bepaald bij artikel 3 in acht te nemen.

§ 2. De aanvraag om afwijking stipuleert de exacte referenties van de afschaffingen en de invoeringen die aangevraagd worden. Bij de aanvraag voegt ze een afschrift van het pedagogische project.

Op straffe van onontvankelijkheid, worden de aanvraag om afwijking en de bijlagen erbij bij ter post aangetekende brief bij de Regering ingediend, ten laatste tien maanden vóór het begin van het schooljaar vanaf hetwelk de wijziging in werking moet treden.

Art. 5. § 1. De commissie bedoeld bij artikel 11 van het decreet van 4 december 2014 tot bevestiging van de eindcompetenties en de kennis vereist op het einde van de doorstromingsafdeling van de algemene en technologische humaniora in wiskunde, basiswetenschappen en algemene wetenschappen en van de gemeenschappelijke eindcompetenties en kennis op het einde van de kwalificatieafdeling van de technische en beroepshumaniora in wetenschappelijke opvoeding, in het Frans en in economische en sociale opleiding, alsook in historische en aardrijkskundige opleiding, wordt belast met het uitbrengen van een advies aan de Regering over de aanvragen om afwijking.

§ 2. Zodra de aanvraag om afwijking ontvangen wordt, zendt de Regering deze, samen met de bijlagen, aan de commissie toe.

Binnen een termijn van twee maanden, die niet tijdens de maanden juli en augustus loopt, stuurt de Commissie een met redenen omkleed advies aan de Regering toe over :

- 1° het noodzakelijke karakter van de vervanging van leerwijzen rekening houdend met de verwezenlijking van het pedagogische project van de inrichtende macht;
- 2° de inachtneming van artikel 3.

De Regering zendt het advies van de commissie aan de betrokken inrichtende macht per ter post aangetekende brief. De inrichtende macht beschikt over een termijn van één maand vanaf de ontvangst van het advies van de commissie om haar op- en aanmerkingen te laten gelden. Wanneer de inrichtende macht binnen de vereiste termijnen haar op- en aanmerkingen niet heeft laten kennen, wordt de procedure voortgezet zonder dat er rekening zou worden gehouden met laattijdige op- en aanmerkingen.

Art. 6. Op het einde van de procedure bedoeld bij artikel 5, treft de Regering een met redenen omklede beslissing omtrent de aanvraag om afwijking. Indien deze, geheel of gedeeltelijk, goedgekeurd wordt, legt de Regering het Parlement de toegekende afwijking ter bekrachtiging voor, overeenkomstig artikel 60^{ter} van het voornoemde decreet van 24 juli 1997.

Indien de afwijking bekrachtigd wordt, wordt ze aan de programmacommissie bedoeld bij artikel 17 van het voornoemde decreet van 24 juli 1997 medegedeeld en zendt de inrichtende macht aan deze commissie het programma dat ze wenst toe te passen in functie van de verkregen afwijkingen.

Art. 7. § 1. Bij wijze van overgangsmatregel, voor het schooljaar 2017 – 2018, wordt de aanvraag om afwijking bedoeld bij artikel 4, per aangetekende brief bij de Regering ingediend, tegen 22 september 2017 ten laatste.

De commissie bedoeld bij artikel 5 wordt belast met het uitbrengen aan de Regering, voor 31 oktober 2017 ten laatste, van een met redenen omkleed advies over :

- 1° het noodzakelijke karakter van de vervanging van leerwijzen rekening houdend met de verwezenlijking van het pedagogische project van de inrichtende macht;
- 2° de inachtneming van artikel 3.

De Regering zendt het advies van de commissie aan de betrokken inrichtende macht per ter post aangetekende brief. De inrichtende macht beschikt over een termijn van tien werkdagen vanaf de ontvangst van het advies van de commissie om haar op- en aanmerkingen te laten gelden. Wanneer de inrichtende macht binnen de vereiste termijnen haar op- en aanmerkingen niet heeft laten kennen, wordt de procedure voortgezet zonder dat er rekening zou worden gehouden met laattijdige op- en aanmerkingen.

§ 2. Op het einde van de procedure bedoeld bij paragraaf 1, treft de Regering een met redenen omklede beslissing omtrent de aanvraag om afwijking. Indien deze, geheel of gedeeltelijk, goedgekeurd wordt, legt de Regering het Parlement de toegekende afwijking ter bekrachtiging voor, overeenkomstig artikel 60^{ter} van het voornoemde decreet van 24 juli 1997.

Indien de afwijking bekrachtigd wordt, wordt ze aan de programmacommissie bedoeld bij artikel 17 van het voornoemde decreet van 24 juli 1997 medegedeeld en zendt de inrichtende macht aan deze commissie het programma dat ze wenst toe te passen in functie van de verkregen afwijkingen.

§ 3. Zolang de Regering haar met redenen omklede advies over de aanvraag om afwijking niet heeft uitgebracht, wordt de Inrichtende macht ertoe gehouden de leerwijzen beschreven in het referentiesysteem toe te passen.

Art. 8. Dit decreet treedt in werking voor het schooljaar 2017 – 2018 met uitzondering van artikel 1 dat uitwerking heeft met ingang van 1 oktober 2016.

Kondigen dit decreet af, bevelen dat het in het *Belgisch Staatsblad* zal worden bekendgemaakt.

Brussel, 19 juli 2017.

De Minister-President,

R. DEMOTTE

De Vice-President en Minister van Cultuur en Kind,

A. GRÉOLI

De Vice-President en Minister van Hoger Onderwijs, Media en Wetenschappelijk Onderzoek,

J.-Cl. MARCOURT

De Minister van Hulpverlening aan de Jeugd, Justitiehuisen, Sport en Promotie van Brussel, belast met het toezicht op de Franse Gemeenschapscommissie van het Brusselse Hoofdstedelijk Gewest,

R. MADRANE

De Minister van Onderwijs,

M.-M. SCHYNS

De Minister van Begroting, Ambtenarenzaken en Administratieve Vereenvoudiging,

A. FLAHAUT

De Minister van Onderwijs voor sociale promotie, Jeugd, Vrouwenrechten en Gelijke Kansen,

I. SIMONIS

—
Nota

Zitting 2016-2017

Stukken van het Parlement. – Ontwerp van decreet, nr. 492-1.- Commissieamendementen, nr. 492-2. - Verslag, nr. 492-3.

Integraal verslag.- Bespreking en aanneming.- Vergadering van 18 juli 2017.

MINISTÈRE DE LA COMMUNAUTÉ FRANÇAISE

[C – 2017/31006]

19 JUILLET 2017. — Décret portant confirmation de l'arrêté du Gouvernement de la Communauté française du 22 mars 2017 déterminant le référentiel des socles de compétences en éducation à la philosophie et à la citoyenneté et prévoyant une procédure de dérogation au référentiel

Le Parlement de la Communauté française a adopté et Nous, Gouvernement, sanctionnons ce qui suit :

Article 1^{er}. L'arrêté du Gouvernement de la Communauté française du 22 mars 2017 déterminant le référentiel des socles de compétences en éducation à la philosophie et à la citoyenneté est confirmé, conformément à l'article 60^{ter}, § 1^{er}, alinéa 2, du décret du 24 juillet 1997 définissant les missions prioritaires de l'enseignement fondamental et de l'enseignement secondaire et organisant les structures propres à les atteindre.

Art. 2. Tout pouvoir organisateur organisant un enseignement subventionné par la Communauté française peut introduire une demande de dérogation aux modes d'apprentissage décrits dans les socles de compétences confirmés à l'article 1^{er}, aux conditions et selon la procédure définies aux articles suivants.

Art. 3. Aucune dérogation ne peut avoir pour effet de porter atteinte à la cohérence du système éducatif, tel qu'il résulte de la mise en œuvre des principes constitutionnels en matière d'enseignement.

Elle ne peut, notamment, avoir pour effet de porter atteinte à la qualité de l'enseignement, au contenu de base ou à l'équivalence des diplômes et certificats ou encore de restreindre la liberté des parents de changer leur enfant d'école l'année scolaire suivante.

Aucune dérogation ne peut être accordée à un pouvoir organisateur dont le projet n'aurait pas pour effet de garantir les droits et libertés consacrés dans la Constitution, la Convention européenne de sauvegarde des droits de l'homme et des libertés fondamentales ainsi que la Convention relative aux droits de l'enfant.

Art. 4. § 1^{er}. Dans la demande de dérogation, le pouvoir organisateur :

- 1° indique les modes d'apprentissage décrits dans les socles de compétences dont il estime la définition trop contraignante pour lui laisser une latitude suffisante pour mettre en œuvre son propre projet pédagogique, en motivant en quoi chaque mode d'apprentissage restreint cette mise en œuvre;
- 2° décrit les modes d'apprentissage alternatifs qu'il entend mettre en œuvre;
- 3° justifie comment le remplacement qu'il opère respecte les conditions énoncées à l'article 3.

§ 2. La demande de dérogation précise les références exactes des suppressions et des insertions demandées. Une copie du projet pédagogique est jointe à la demande.

Sous peine d'être irrecevable, la demande de dérogation et ses annexes sont introduites, par lettre recommandée à la poste, auprès du Gouvernement, au plus tard dix mois avant le début de l'année scolaire à partir de laquelle elle doit entrer en vigueur.

Art. 5. § 1^{er}. La commission visée à l'article 12 du décret du 19 juillet 2001 portant confirmation des socles de compétences visées à l'article 16 du décret du 24 juillet 1997 définissant les missions prioritaires de l'enseignement fondamental et de l'enseignement secondaire et organisant les structures propres à les atteindre et organisant une procédure de dérogation limitée, est chargée de donner un avis au Gouvernement sur les demandes de dérogation.

§ 2. Dès réception de la demande de dérogation, le Gouvernement la transmet, avec ses annexes, à la commission.